



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les services des
aides familiales et des aides seniors de la Com-
munauté française, de la Région wallonne et de
la Communauté germanophone**

**CCT n° 150726/CO/318.01
du 28/01/2019**

Correction du texte néerlandais :

- A l'annexe de la CCT, point 10, le texte doit être corrigé comme suit : "De dagen van deelname aan stages of studiedagen besteed aan de arbeidersopvoeding of aan vakbondsopleiding, georganiseerd door de representatieve werknemersorganisaties of door gespecialiseerde instituten erkend door de bevoegde minister op basis van maximum **twalf** dagen per jaar;"

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de diensten voor ge-
zins- en bejaardenhulp van de Franse Ge-
meenschap, het Waalse Gewest en de Duitsta-
lige Gemeenschap**

**CAO nr. 150726/CO/318.01
van 28/01/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In de bijlage van de CAO, punt 10, moet de tekst als volgt verbeterd worden : "De dagen van deelname aan stages of studiedagen besteed aan de arbeidersopvoeding of aan vakbondsopleiding, georganiseerd door de representatieve werknemersorganisaties of door gespecialiseerde instituten erkend door de bevoegde minister op basis van maximum **twalf** dagen per jaar;"

Beslissing van

Convention collective de travail du 28 janvier 2019

Fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire, appelé également dans la présente convention « le remboursement de la prime syndicale », à charge du "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors", dans les services subsidiés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Par "travailleurs", on entend : le personnel employé et ouvrier féminin et masculin

Par "travailleur à temps plein", on entend : tout travailleur dont le régime de travail est supérieur à 50% du régime de travail en vigueur dans les services visés ci-dessus.

Par "travailleur à temps partiel", on entend : tout travailleur dont le régime de travail est inférieur ou égal à 50% du régime de travail en vigueur dans les services visés ci-dessus.

Par "exercice social", on entend : la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

CHAPITRE II. — Objet

Art. 2. Les travailleurs occupés par un des services visés à l'article 6 de la convention collective de travail du 18 novembre 2002 instituant un fonds de sécurité d'existence et en fixant ses statuts, dénommé "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors" ont droit à une prime syndicale à charge du fonds précité dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III. — Conditions d'octroi

Principe général

Art. 3.

§ 1er. Pour bénéficier du montant total du remboursement de la prime syndicale, les travailleurs visés à l'article 1er doivent remplir au 1er janvier de l'exercice social précédent les conditions suivantes :

a) être affiliés à une des organisations représentatives des travailleurs,

à savoir :

- La Centrale des Travailleurs, de l'alimentation, de l'hôtellerie et des Services (FGTB Horval);
- La Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique (CGSLB);
- La Centrale nationale des Employés (CNE);

- Le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres (SETCA).

b) être liés par un contrat de travail à l'un des services visés à l'article 1er.

§ 2. Les bénéficiaires qui, au cours de l'exercice social précédent, ont presté moins de 6 mois en tenant compte des assimilations précisées à l'annexe 1 de la présente convention collective de travail ou ont été affiliés à l'une des organisations syndicales citées à l'art 3 § 1 moins de 6 mois, percevront 50% de la prime due pour une année complète sans préjudice des modalités fixées à l'art 6 de la présente convention.

Dérogations

Art. 4

§ 1. Les travailleurs, qui répondent aux conditions de l'art 3 §1 et bénéficiant d'un crédit-temps avec motif, ont droit au remboursement de la prime syndicale en fonction de leur temps de travail contractuel.

§ 2. Les travailleurs malades, qui répondent aux conditions de l'article 3, § 1er ont droit au remboursement de la prime syndicale à concurrence des 36 premiers mois de la suspension de leur contrat.

On entend par "période de maladie" :

- les périodes d'incapacité totale résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle;
- les périodes d'incapacité totale dues à un accident ou une maladie autre que professionnel.

§ 3. Les travailleurs, pensionnés au cours de l'exercice social précédent et répondant à la condition de l'article 3, § 1er, a), ont droit au remboursement de la prime syndicale complète.

§ 4. L'époux du travailleur qui répondait à la condition de l'article 3, § 1er et qui est décédé au cours de l'exercice social précédent a droit au remboursement de la prime syndicale complète.

§ 5. Les prépensionnés, qui répondent à la condition de l'article 3, § 1er, a), et qui ont été liés par un contrat de travail au dernier jour de leur carrière professionnelle à l'un des services visés à l'article 1er, ont droit au remboursement de la prime syndicale jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge légal de la pension.

Art. 5. Pour le calcul de l'avantage social visé à l'art.3, il faut entendre par mois, tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris cours au plus tard le quinze ainsi que tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris fin après le quinze.

CHAPITRE IV. — Montant

Art. 6. Le montant de l'avantage social complémentaire est fixé comme suit :

- a) Les travailleurs à temps plein : 131 EUR;
- b) Les travailleurs à temps partiel : 90 EUR;
- c) Les travailleurs qui connaissent les deux régimes de travail : la prime est calculée à temps plein;

d) Pour les travailleurs ayant prestés moins de 6 mois ou étant affiliés depuis moins de 6 mois :

travailleurs à temps plein : 65.5 EUR.

Travailleurs à temps partiels : 45 EUR

CHAPITRE V. — Modalités de paiement

Art. 7. Les employeurs visés à l'article 6 de la convention collective de travail du 18 novembre 2002 citée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, remettent avant le 15 mars à chaque travailleur occupé dans leur service au cours de l'exercice social précédent, un formulaire en deux parties dûment rempli et signé dont le modèle est arrêté par la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Ces formulaires sont transmis aux employeurs par le "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors" avant le 15 janvier.

Dès le deuxième exercice social de la prépension, le fonds social remet avant le 15 mars à chaque prépensionné un formulaire en deux parties dûment rempli et signé par le secrétaire dudit fonds dont le modèle est arrêté par la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Art. 7 bis. Exceptionnellement pour l'année 2019, les formulaires seront transmis avant le 15 février.

Art. 8. Les personnes remplissant les conditions d'octroi visées aux articles 3 et 4 remettent à l'une des organisations des travailleurs mentionnées à l'article 3, § 1er, a), dont elles sont membres, le formulaire en deux parties visé à l'article 7.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective de l'intéressé(e) ainsi que la justification de son droit, calcule le montant de l'avantage social et rembourse le montant au nom de l'intéressé(e). Le formulaire "prime syndicale" portera pour contrôle, un numéro d'ordre et le cachet d'une des organisations représentatives des travailleurs visées à l'article 3,

§ 1er, a). La vérification et le paiement ont lieu du 1er avril au 15 septembre. Les cas retardataires seront payés dans la période du 1er avril au 15 septembre de l'année suivante.

Art. 9. Le fonds social peut, sur demande d'une organisation syndicale, octroyer une avance sur les primes syndicales à payer aux travailleurs affiliés.

L'organisation syndicale doit spécifier à partir de quel compte bancaire, ouvrier ou employé, elle souhaite voir réaliser cette avance.

L'avance peut être demandée à partir du mois d'avril de chaque année et porte sur 80 p.c. de la somme payée l'année précédente.

Art. 10. Avant le 15 octobre, chacune des organisations visées à l'article 3, § 1er, a), fournit au fonds social un décompte reprenant le montant total des avantages sociaux payés, augmenté de frais administratifs y afférant tels que déterminés par le conseil d'administration du fonds social.

Ce décompte est accompagné d'une copie du formulaire original.

Le fonds social remboursera les organisations des travailleurs dès réception de leurs décomptes partiels ou définitifs.

Les décomptes rentrés après la date limite du 15 novembre seront automatiquement honorés l'année suivante.

Les organisations des travailleurs sont tenues de conserver durant trois ans les formulaires de demande qui peuvent être contrôlés par les personnes désignées à cette fin par le conseil d'administration du fonds.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 11. La présente convention collective de travail abroge et remplace à dater du 1er janvier 2019 la convention du 21 mai 2007 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire, à charge du "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors", dans les services subsidiés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale (Convention enregistrée le 18 octobre 2007 sous le numéro 85309/CO/318.01) et la convention du 21 mai 2007 fixant l'octroi d'un avantage social complémentaire au personnel administratif et social (Convention enregistrée le 9 octobre 2007 sous le numéro 85122/CO/318.01).

Art. 12. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2019. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Annexe à la convention collective de travail du 28 janvier 2019, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire, appelé également dans la présente convention « le remboursement de la prime syndicale », à charge du "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors", dans les services subsidiés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans le cadre de l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par "journées prestées" : les journées ou parties de journées effectivement consacrées au travail.

Par "journées assimilées", il faut entendre :

1. Les journées ou parties de journées non prestées, pour lesquelles l'employeur est tenu de payer une rémunération (par exemple : salaire garanti, jours fériés, petits chômages,...);
2. Les journées pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue en raison des vacances annuelles auxquelles les travailleurs ont droit en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés;
3. Le sixième jour non presté de chacune des semaines de cinq jours, dans le cas où le travail hebdomadaire est réparti, au cours du trimestre, tantôt sur cinq, tantôt sur plus de cinq jours;
4. Les journées comprises dans les douze premiers mois de la période d'incapacité de travail partielle consécutive à une incapacité de travail temporaire totale, à condition que le pourcentage reconnu de l'incapacité temporaire partielle soit au moins égale à 66 p.c.;
5. Les journées de repos de congé prophylactique , grossesse et d'accouchement
6. Les périodes reconnues d'allaitement;
7. Les journées de rappel ordinaire sous les armes dont la durée ne peut dépasser 74 ou 66 jours, selon que le travailleur participe ou non à la formation de cadres de réserve;
8. Les journées consacrées à l'accomplissement de devoirs civiques (tuteur, membre d'un conseil de famille, témoins en justice, juré, électeur, membre du bureau de vote);
9. Les journées consacrées à l'exercice d'un mandat public et d'obligations syndicales reprises à l'article 16, 9° et 10°, de l'arrêté royal du 30 mars 1967 tel que modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1970;
10. Les journées de participation à des stages ou journées d'étude consacrées à la formation syndicale, organisées par les organisations représentatives des travailleurs ou par des instituts spécialisés reconnus par le Ministre compétent à raison de douze jours maximum par an;
11. Les jours de grève et de lock-out, pour autant que les procédures prévues à l'art 39 de la convention « statut de la délégation syndicale » du 13 décembre 1977 (arrêté royal 11 avril 1978, moniteur belge 13 juillet 1978) soient respectées;
12. Les journées de chômage partiel;
13. La période de congé extra-légale accordée par l'employeur aux travailleurs étrangers qui rentrent dans leur pays;

14. Pour les jeunes travailleurs, la période d'école et la période comprise entre la date où ils quittent l'établissement scolaire et le début de leur premier contrat de travail (avec un maximum de quatre mois, cette limite est portée au 31 décembre pour les jeunes ayant terminé l'année scolaire).

Collectieve arbeidsovereenkomst van 28 januari 2019

Vaststelling van het bedrag en van de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een bijkomend sociaal voordeel dat in deze overeenkomst ook "de terugbetaling van de vakbondspremie" wordt genoemd ten laste van het "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp" in de diensten die worden gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de diensten die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Onder "werknemers", wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

Onder "voltijds werknemer" verstaat men: elke werknemer van wie de arbeidsregeling meer bedraagt dan 50% van de arbeidsregeling die van toepassing is in de bovengenoemde diensten.

Onder "deeltijdse werknemer" verstaat men: elke werknemer van wie de arbeidsregeling minder bedraagt dan of gelijk is aan 50% van de arbeidsregeling die van toepassing is in de bovengenoemde diensten.

Onder "boekjaar" verstaat men: de periode van 1 januari tot 31 december:

HOOFDSTUK II. - Doel

Art. 2. De werknemers die zijn tewerkgesteld in één van de diensten bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 november 2002 tot oprichting van een fonds voor de bestaanszekerheid, genoemd "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp", en tot vaststelling van de statuten ervan, hebben recht op een vakbondspremie ten laste van bovengenoemd fonds binnen de voorwaarden die zijn bepaald door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III. Toekenningsvoorwaarden

Algemeen principe:

Art.3.

§ 1. Om het totale bedrag van de terugbetaling van de vakbondspremie te genieten, moeten de werknemers bedoeld in artikel 1, op 1 januari van het voorgaande boekjaar voldoen aan de volgende voorwaarden:

a) aangesloten zijn bij één van de representatieve werknemersorganisaties,

namelijk:

- De Centrale der Voeding- en Hotelarbeiders en Diensten (ABVV Horval);

- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België (ACLVB);
- De Landelijke Bediendencentrale (LBC);
- De Belgische Vakbond voor Bedienden, Technici en Kaders (BBTK).

b) door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn aan één van de diensten bedoeld in artikel 1.

§ 2. De begunstigden die tijdens het voorgaande boekjaar minder dan 6 maanden hebben gepresteerd, rekening houdend met de gelijkstellingen die nauwkeurig worden beschreven in bijlage 1 van deze arbeidsovereenkomst of minder dan 6 maanden aangesloten waren bij één van de vakorganisaties die worden genoemd in art. 3, § 1, zullen 50% ontvangen van de premie die verschuldigd is voor een volledig jaar, zonder afbreuk te doen aan de modaliteiten die zijn bepaald in art. 6 van deze overeenkomst.

Afwijkingen

Art.4

§ 1. De werknemers die voldoen aan de voorwaarden van art. 3 §1 en gebruik maken van tijdskrediet met motief, hebben recht op de terugbetaling van de vakbondspremie in functie van hun contractuele arbeidstijd.

§ 2. De zieke werknemers die voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, §1, hebben recht op de terugbetaling van de vakbondspremie voor een bedrag van de 36 eerste maanden van de opschorting van hun overeenkomst.

Onder "ziekteperiode" verstaat men:

- de periodes van volledige ongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte;
- de periodes van totale ongeschiktheid die te wijten zijn aan een ongeval of een ziekte die geen beroepsziekte is.

§ 3. De werknemers die met pensioen zijn gegaan tijdens het voorgaande boekjaar en die voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, § 1, a), hebben recht op de terugbetaling van de volledige vakbondspremie.

§ 4. De echtgenoot van de werknemer die voldeed aan de voorwaarde van artikel 3, § 1 en die overleden is tijdens het voorgaande boekjaar, heeft recht op de terugbetaling van de volledige vakbondspremie.

§ 5. De bruggepensioneerden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, § 1, a), en die tot de laatste dag van hun beroepsloopbaan door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn aan één van de diensten bedoeld in artikel 1, hebben recht op de terugbetaling van de vakbondspremie tot ze de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt.

Art.5 Voor de berekening van het sociaal voordeel bedoeld in art. 3, moet men onder "maand" elke maand verstaan tijdens dewelke de arbeidsovereenkomst uiterlijk op de vijftiende van start is gegaan, alsook elke maand, tijdens dewelke er na de vijftiende een einde is gekomen aan de arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK IV. - Bedrag

Art.6. Het bedrag van het bijkomend sociaal voordeel wordt vastgesteld als volgt:

- a) De voltijdse werknemers: 131 EUR;
- b) De deeltijdse werknemers: 90 EUR;
- c) De werknemers die de twee arbeidsregelingen kennen: de premie wordt voltijds berekend;
- d) Voor de werknemers die minder dan 6 maanden hebben gepresteerd of minder dan 6 maanden aangesloten waren:

voltijdse werknemers: 65.5 EUR

deeltijdse werknemers : 45 EUR

HOOFDSTUK V. Betalingsmodaliteiten

Art. 7. De werkgevers bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 november 2002 die wordt genoemd in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, overhandigen vóór 15 maart aan elke werknemer die tijdens het voorgaande boekjaar was tewerkgesteld in hun dienst, een formulier in twee delen dat behoorlijk is ingevuld en ondertekend, waarvan het model is bepaald door het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Deze formulieren worden vóór 15 januari aan de werkgevers bezorgd door het "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp".

Vanaf het tweede boekjaar van het brugpensioen overhandigt het sociaal fonds vóór 15 maart aan elke bruggepensioneerde een formulier in twee delen dat behoorlijk is ingevuld en ondertekend door de secretaris van dit fonds en waarvan het model is bepaald door het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 7 bis. Uitzonderlijk voor het jaar 2019 zullen de formulieren worden overhandigd vóór 15 februari.

Art 8. De personen die voldoen aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 3 en 4, overhandigen het formulier in twee delen bedoeld in artikel 7 aan één van de werknemersorganisaties die worden vermeld in artikel 3, § 1, a), waarvan ze lid zijn.

Deze organisatie gaat na of betrokkene daadwerkelijk is aangesloten en of zijn recht ook gerechtvaardigd is, berekent het bedrag van het sociaal voordeel en betaalt het bedrag terug aan de betrokkene. Het formulier "vakbondspremie" zal ter controle een volgnummer dragen en de stempel van één van de representatieve werknemersorganisaties bedoeld in artikel 3,

§ 1, a). De controle en de betaling hebben plaats van 1 april tot 15 september. Voor de formulieren die laattijdig worden ingediend, zal de betaling in de periode van 1 april tot 15 september van het volgende jaar worden uitgevoerd.

Art.9. Op vraag van een vakorganisatie kan het sociaal fonds een voorschot op de vakbondspremies toekennen dat moet worden betaald aan de aangesloten werknemers.

De vakorganisatie moet duidelijk vermelden van welke bankrekening, arbeider of bediende, ze dit voorschot wil laten betalen.

Het voorschot kan worden gevraagd vanaf de maand april van elk jaar en heeft betrekking op 80 % van het bedrag dat het jaar voordien werd betaald.

Art.10. Vóór 15 oktober bezorgt elke van de in artikel 3, § 1, a) bedoelde organisaties, het sociaal fonds een afrekening met daarop het totale bedrag van de betaalde sociale voordelen, vermeerderd met de bijhorende administratieve kosten zoals bepaald door de raad van bestuur van het sociaal fonds.

Bij deze afrekening wordt een kopie van het originele formulier gevoegd.

Het sociaal fonds zal de werknemersorganisaties terugbetalen, zodra ze hun gedeeltelijke of definitieve afrekeningen heeft ontvangen.

De afrekeningen die worden ingediend na 15 november, zullen automatisch het volgende jaar worden betaald.

De werknemersorganisaties moeten de aanvraagformulieren gedurende drie jaar bewaren; deze kunnen gecontroleerd worden door de personen die hiertoe worden aangeduid door de raad van bestuur van het fonds.

HOOFDSTUK VI. - - Slotbepalingen

Art.11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt en heft vanaf 1 januari 2019 de overeenkomst van 21 mei 2007 op tot vaststelling van het bedrag en de toekenings- en betalingsmodaliteiten van een aanvullend sociaal voordeel ten laste van "het Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp", in de diensten gesubsidieerd door het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Overeenkomst geregistreerd op 18 oktober 2007 onder het nummer (85309/CO/318.01) en de overeenkomst van 21 mei 2007 tot toekenning van een aanvullend sociaal voordeel aan het administratief en sociaal personeel (Overeenkomst geregistreerd op 9 oktober 2007 onder het nummer 85122/CO/318.01).

Art.12. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 januari 2019. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ze kan opgezegd worden door elke partij met een opzeggingstermijn van 3 maanden, betekend per bij de Post aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 januari 1919, gesloten binnen het Paritair Subcomité voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap tot vaststelling van het bedrag en de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een aanvullend sociaal voordeel, in deze overeenkomst ook "de terugbetaling van de vakbondspremie" genoemd, ten laste van "het Sociaal Fonds door de diensten voor gezins- en bejaardenhulp", in de diensten gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In het kader van de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, moet men onder "gepresteerde dagen" verstaan: de dagen of delen van dagen die daadwerkelijk worden besteed aan de arbeid.

Onder "geassimileerde dagen" moet men verstaan:

1. De dagen of delen van dagen die niet werden gepresteerd en waarvoor de werkgever een verloning moet betalen (bijvoorbeeld: gewaarborgd loon, feestdagen, kort verzuim,);
2. De dagen tijdens dewelke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst opgeschort wordt omwille van de jaarlijkse vakantie waarop de werknemers recht hebben krachtens de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers;
3. De zesde niet-gepresteerde dag van elke vijfdagenweek, ingeval het wekelijks werk over het trimester ofwel over vijf, ofwel over meer dan vijf dagen is verdeeld;
4. De dagen die zijn vervat in de twaalf eerste maanden van de periode van gedeeltelijke arbeidsongeschiktheid naar aanleiding van een totale tijdelijke arbeidsongeschiktheid, op voorwaarde dat het erkende percentage van gedeeltelijke tijdelijke ongeschiktheid ten minste gelijk is aan 66%;
5. Rustdagen omwille van profylactisch verlof, zwangerschap en bevalling.
6. De erkende periodes voor borstvoeding;
7. De gewone wederoproepingsdagen onder de wapens, waarvan de duur 74 of 66 dagen niet mag overschrijden, naargelang dat de werknemer al dan niet deelneemt aan de opleiding tot kader;
8. De dagen besteed aan de uitvoering van burgerlijke plichten (voogd, lid van een familieraad, getuige in een rechtszaak, jurylid, kiezer, lid van een stembureau);
9. De dagen besteed aan de uitoefening van een publiek mandaat en vakbondsverplichtingen, vermeld in artikel 16, 9° en 10° van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 1970;
10. De dagen van deelname aan stages of studiedagen besteed aan de arbeidersopvoeding of aan vakbondsopleiding, georganiseerd door de representatieve werknemersorganisaties of door gespecialiseerde instituten erkend door de bevoegde Minister op basis van maximum dagen per jaar;
waacep
11. De stakingsdagen of lock-outs, voor zover de procedures die zijn bepaald in art. 39 van de overeenkomst "statuut van de vakbondsafvaardiging" van 13 december 1977 (koninklijk besluit van 11 april 1978, Belgisch Staatsblad 13 juli 1978) nageleefd werden.
12. De dagen van gedeeltelijke werkloosheid;

13. De periode van extra-legaal verlof door de werkgever toegestaan aan buitenlandse werknemers die terugkeren naar hun land;

14. Voor de jonge werknemers, de schoolperiode en de periode tussen de datum waarop zij de school verlaten en het begin van hun eerste arbeidsovereenkomst (met een maximum van vier maanden, deze limiet is op 31 december gebracht voor de jongeren die het schooljaar beëindigd hebben).